



DECISION N° 2024/013

relative à la cession de la parcelles ZM 58 Lot 2 commune de Bourgs-sur-Colagne sur la ZA de Carlac à la société LozBox

La Présidente de la Communauté de Communes du Gévaudan

Vu l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 054/2021 du 15 septembre 2021 du Conseil communautaire, donnant délégation à la Présidente pour la durée de son mandat des compétences dévolues à l'organe délibérant à l'exception des domaines visés à l'article L5211-10 du CGCT

Vu l'arrêté préfectoral N°PREF-DCL-BICCL-2024-142-002 du 21 mai 2024 portant dissolution du syndicat Mixte Lozérien A75

Vu la délibération 2024-014 du 29 février 2024, fixant le prix de vente des terrains de la Zone d'Activité de Carlac, sise commune de Bourgs-sur-Colagne,

Considérant la volonté de Monsieur Emmanuel ESTEVES et de Madame Eva ESTEVES gérants de la société LOZBOX d'acquérir le terrain cadastré ZM 58 Lot 2 de la Zone d'Activités de Carlac, commune de Bourgs-sur-Colagne, d'une superficie totale de 2 155 m² afin d'y implanter un complexe de box d'entrepôts sécurisés.

DÉCIDE

Article 1^{er} : De céder le terrain cadastré ZM 58 Lot 2 sur la Zone d'Activités de Carlac, commune de Bourgs-sur-Colagne, d'une superficie de 2 155 m² à la société LOZBOX représentée par Monsieur Emmanuel ESTEVES et Madame Eva ESTEVES, gérants, afin d'y implanter un complexe de box d'entrepôts sécurisés.

Article 2 : Conformément à la délibération 2024-014 du 29 février 2024, le prix de vente des terrains est fixé à 7,49 € HT/ m², soit un prix de cession de ce terrain de 2 155 m² qui s'élève à 16 140.95 € HT. La recette résultant de cette vente sera créditée sur l'exercice en cours du budget ZA de Carlac.

Article 3 : Conformément à l'article L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil Communautaire.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :
- Monsieur le Préfet de la Lozère
- Monsieur le Trésorier de Marvejols
- Madame La Présidente certifie que la copie de la présente décision a été publiée sur le site Internet de la Communauté de Communes

Fait à Marvejols, le 24 mai 2024

La Présidente,
Patricia BREMOND



Certifié exécutoire compte tenu :
- de la transmission en Préfecture en date du
- de la notification ou publication en date du

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

REÇU EN PREFECTURE

Le 24/05/2024

Application agréée E-legalite.com

21_DR-048-244800470-20240524-2024_013_DE